

1 copie chez
D. Ruedi

AMBASSADE DE SUISSE

R P No 3

Londres, le 2 février 1970						ala
Datum						9.2
Visa						hi
EPD						09. FEB. 1970
Ref. p. A. 21.31.						<i>Londan</i>

RK/jg

Voyage de service aux Bahamas du 16 au 26 janvier 1970

(L'objet principal de l'enquête - ouverture éventuelle d'une agence consulaire - est relaté dans un rapport du 31 janvier à la Division des affaires administratives).

- 1.1. Les îles Bahamas, qui s'étendent en écharpe des confins du sud de la Floride jusqu'aux abords de Cuba et de l'ancienne Hispaniola (Haïti et République Dominicaine) sont éparpillées au nombre d'une trentaine et de quelque 700 îlots sur un quart de million de km², mais ne forment qu'une surface de 14000 km², soit le tiers de la Suisse. A cheval sur le tropique du Cancer, elles jouissent six mois de l'an d'un climat tempéré qui fera durant la dernière décennie leur fortune touristique.
- 1.2. Mais au lieu d'être un archipel qui se prêterait au cabotage et jetterait ainsi, à l'instar des îles de la mer Egée, un pont entre des rivages éloignés, les Bahamas émergent d'un haut fond calcaire qui se prête admirablement à la formation de bancs de coraux. Ces eaux pourtant si limpides et relativement calmes, mais semées de récifs, étaient donc la terreur des navigateurs, et comme le sol des îles presque sans relief est pauvre, la motivation de s'y établir ne pouvait être qu'épisodique et à très faible densité. Face à une économie de subsistance aussi précaire, réussir dans les sinistres activités de naufrageurs était quasi synonyme de survie.

2.1. Effectivement, les Bahamas ont jusqu'à un passé tout récent mené une existence marginale, dont les points saillants sont rapidement dénombrés : 12 octobre 1492, Christophe Colomb atteint la première terre de l'hémisphère occidental, qu'il baptise San Salvador. Fin du règne de Charles Ier, lorsque des Puritains en dispute avec l'Eglise anglicaine des Bermudes s'installent dans des îles qui font face à l'Atlantique. Ils sont suivis dans ce sanctuaire momentané de tolérance par des Anglais adhérents de la "Company of Eleutherian Adventurers", qui appelleront Eleuthéria (liberté en grec) l'île dotée d'un port naturel qu'ils habiteront.

Charles II renouvelle à la Restauration la charte sur la Caroline et autres territoires, dont les Bahamas, concédée à quelques nobles du Royaume. La fin du XVIIe siècle, avec l'avènement de Guillaume III et la guerre entre Anglais d'une part, Français et Espagnols de l'autre, apportera une ère de prospérité de mauvais aloi : corsaires, flibustiers, boucaniers, pirates et autres Frères de la Côte multiplient embuscades et coups de main dans le Canal de Floride et de la Jamaïque. Nassau, ainsi nommé en l'honneur de Guillaume III d'Orange, seul mouillage sûr en eau profonde, sera dévasté par diverses expéditions punitives mais le noyau britannique ne se laissera pas évincer. Avec Georges Ier, les îles passent sous l'autorité royale, qui établit peu à peu un ordre tolérable après un siècle d'anarchie.

2.2. La guerre de l'Indépendance américaine amène dans les îles des "loyalistes", colons des Etats du Sud demeurés fidèles au Royaume-Uni, qui avec leurs esclaves vont tenter d'im-

planter le coton. Après des débuts prometteurs, ils essuieront le même échec, sur un sol qui s'épuise rapidement et faute d'engrais, que les essais de cultiver le tabac, l'ananas, le sisal. Jusqu'à la pêche de l'éponge, qui sera frappée à mort voilà trente ans par un parasite.

- 2.3. Les Bahamas retrouveront leur véritable vocation, fondée sur la proximité des côtes américaines, durant la guerre de Sécession (1861-1865), lorsque des bateaux rapides forceront avec de gros bénéfices le blocus auquel les Fédéraux soumettent les ports de Charleston et de Wilmington, leur apportant armes et munitions en échange du coton dont dépendent les filatures du Lancashire, et pendant la Prohibition (1919-1933) qui fera fleurir le commerce de contrebande d'alcools.
- 2.4. La seconde guerre mondiale infuse quelque vie à une région que Londres néglige : vie sociale avec l'arrivée du Duc de Windsor, éloigné de la scène politique avec le poste de Gouverneur, activités du camp d'entraînement de la Royal Air Force et des bases aériennes concédées aux Américains.
- 3.1. La relève ne tardera pas à être prise par des sociétés étrangères, essentiellement nord-américaines, qui découvriront à la suite de "Bethlehem Steel", précurseur en la matière, les avantages fiscaux d'un régime qui ne connaît aucune taxation directe. La finance suisse n'est pas demeurée en reste, le Crédit Suisse, la Société de Banque suisse, la Banque du Rhône et l'International Credit Bank, de Genève, la Handelsbank de Zurich ont ouvert des

succursales à Nassau. Elles opèrent sur le marché de l'Eurodollar et de l'Eurofranc, gèrent des portefeuilles de titres américains à l'abri du fisc, se livrent à l'"Underwriting" (garantie d'émission, souscription) pour éviter le droit de timbre suisse, et tirent parfois avantage du décalage de six heures par rapport aux bourses européennes pour passer des ordres de la clientèle. Nestlé entretient un centre de distribution mondiale.

3.2. Le tourisme va apporter un second souffle, plus puissant encore. Cuba cesse d'être le réceptacle de quelque 500.000 touristes américains, la Floride est engorgée, l'avènement de l'avion à réaction met les Bahamas à 2 h 1/2 de New York et à une demi-heure de Miami. L'attrait des îles est certain, elles sont dotées d'aérodromes et de pistes, militaires à l'origine, il ne reste plus qu'à édifier des hôtels et leurs accessoires et à ouvrir des salles de jeux. Les investissements s'élèvent jusqu'à présent à 1,6 milliard de dollars, dont un milliard de provenance américaine, 300.000 d'origine canadienne et presque autant du Royaume-Uni. Les deux centres de gravité sont les îles de New Providence (capitale Nassau), et de Grand Bahama, dont le développement est hallucinant.

3.3. C'est en 1955 qu'un Américain, Wallace Groves, qui possédait une entreprise de bois d'oeuvre sur l'île quasi-déserte de Grand Bahama, eut l'idée d'exploiter cette terre vierge opportunément située à moins de 100 kilomètres de la Floride. Il passe un accord avec le Gouvernement bri-

tannique : moyennant l'engagement de construire un port et d'aménager un important espace alentour, la "Port Authority" se voit conférer l'option d'achats de terrains, l'exonération fiscale pour 25 ans, et une autonomie de gestion - immigration, emploi - qui en fait en quelque sorte un état dans l'état. Un accord complémentaire, le "Hawksbill Creek Agreement", conclu avec la complicité du parti politique alors au pouvoir, le "United Bahamian Party", et singulièrement de son ministre des Finances, Sir Stafford Sands, aura une telle odeur de corruption et de scandale que les Conservateurs n'y survivront pas. Ils seront battus aux élections de 1967 par le "Progressive Liberal Party", champion des gens de couleur qui forment 85 % de la population des Bahamas.

Dans l'intervalle, Freeport est né au prix d'un investissement de 700 millions de dollars; hôtels de luxe et "marinas", immeubles de rapport et villas, deux casinos et plusieurs terrains de golf ont poussé comme des champignons. La population est de quelque 30.000 âmes, de race blanche aux deux tiers venus de l'extérieur.

- 4.1. Londres prend conscience sur le tard que cette Cendrillon est en train de devenir une des importantes sources de dollars de la zone Sterling. Une constitution est octroyée le 7 janvier 1964 : autonomie interne, système bicaméral avec un Sénat à pouvoirs limités, dont la majorité des 15 membres est nommée par le Gouverneur, et une Chambre basse (House of Assembly) qui comprend 38 membres élus au suffrage universel. Aux élections du 10 janvier 1967, le

"Bahamian United Party" et le "Progressive Liberal Party" terminent à égalité de sièges, mais le Gouverneur demande à Lynden O. Pindling, avocat formé à Londres, né en 1930, leader du P.L.P., de constituer le Gouvernement.

Au bout de quelques mois il dissout la Chambre, et les nouvelles élections lui donnent une large majorité. L'oligarchie de race blanche, formée d'une trentaine de familles de commerçants et de propriétaires terriens dont le négoce a pignon sur rue dans Bay Street, l'artère marchande (d'où leur sobriquet de "Bay Street boys" ou encore de Bay Street gang) est balayée. Sir Stafford Sands, qui craint pour sa vie, s'installe dans un exil opulent à Madrid.

Des amendements constitutionnels doivent alors être négociés. Conclus en 1968, entrés en vigueur en 1969, ils accordent pratiquement l'indépendance au "Commonwealth of the Bahama Islands", dès lors que la sécurité intérieure, la police et une partie des relations extérieures deviennent l'apanage du gouvernement.

- 4.2. Le Gouverneur ne m'a pas fait mystère que Londres se prépare à passer la main. A la différence de la Jamaïque et des Barbades, indépendantes mais demeurées sentimentalement attachées au Royaume-Uni, les Bahamas sont hostiles aux Britanniques, accusés de négligence et d'indifférence. Le Premier Ministre, qui fait l'impression d'un homme raisonnable, m'a confié de son côté que l'indépendance était inévitable mais que rien ne pressait. Il juge de bonne politique d'y préparer lentement l'opinion et de désarmer

ainsi les opposants, et de former des cadres. Pour les affaires extérieures, il s'est enquis des possibilités qu'offrirait l'Institut universitaires des hautes études internationales à Genève.

- 4.3. On peut donc s'attendre qu'à brève échéance les Bahamas, avec leurs 200.000 habitants, se joindront au cortège des états souverains. Le niveau de vie est enviable - 1250 \$ de produit national brut par tête d'habitant - ce qui leur donne un complexe de supériorité à l'égard des autres pays des Antilles. Puisse se vérifier l'espoir du Gouverneur, Sir Francis Cumming Bruce, que ce pays, riche par la grâce des Américains, devienne un trait d'union entre nantis et miséreux, à mi-chemin de l'Occident et de ceux du tiers monde qui n'ont pas encore "décollé".

Quelques problèmes, monétaires notamment, demeurent à résoudre, telle que la couverture du "Bahama dollar" si le pays sort de la zone Sterling. Au demeurant, M. Pindling est sensible au risque pour un peuple de couleur d'être pareillement inféodé aux Etats-Unis, dont l'amitié comprend aussi l'infection du "Black power", sans parler du stigmatisme de satellite que cette dépendance comporte.

- 5.1. Les milieux d'affaires sont préoccupés. Sous l'influence convergente d'une politique d'amortissement rapide et de rendement élevé des investissements, d'un budget dont les ressources ressortissent toutes à l'imposition indirecte (droits de douane et d'accise, péages d'aérodromes, patentes, etc.) et d'une politique démagogique du suremploi

obtenue par la limitation draconienne des permis de travail pour étrangers, le niveau des prix est exorbitant. Pour peu que les touristes américains se lassent de cet flot de vie chère, où la qualité des services d'un personnel noir peu ou pas qualifié décroît à proportion contraire de ses exigences salariales, ou encore que les Etats-Unis connaissent une récession, et la prospérité pourrait se révéler n'avoir été qu'un mirage. En 1969, on a recensé 1,3 millions de touristes : 91 % d'Américains, 6 % de Canadiens, 2 % de Britanniques, 1 % d'Allemands, Français, Italiens et Suisses. A ce chiffre record s'oppose une baisse assez nette en janvier, dont je fus le témoin. Les investissements de 180 millions de dollars en 1968, ont fléchi à 150 en 1969.

- 5.2. Freeport, citadelle de la libre entreprise américaine, qui a le mérite de chercher à diversifier l'économie en mettant sur pied des industries de base - cimenterie et raffinerie de pétrole - pourrait devenir le champ clos où s'affrontent un régime de semi-capitulations reprises du passé et le nationalisme noir du P.L.P. Le Gouvernement Pindling vise à tout prix à restreindre l'octroi de nouveaux permis de travail à des "expatriates", dont l'expansion de Freeport est complètement tributaire. On se plaît pourtant à croire qu'il aura la sagesse de ne pas tuer la poule aux oeufs d'or.
- 5.3. Le second pilier sur lequel repose la fortune des Bahamas est la communauté financière. Rien ne s'effarouche plus vite que les capitaux, et des concurrents sérieux ont

- 9 -

surgi : Virgin Islands, Cayman Islands, Turks and Caicos Islands qui demeurent sous domination britannique et paraissent ainsi à l'abri des politiques aventureuses dont tout nouvel état est suspect.

* * *

Une vérité première est que les explosions comportent des dangers. Les habitants des Bahamas ont passé en moins d'une demi-génération du minimum vital aux satisfactions de la société de consommation. Ils s'imaginent que leur mérite y est pour une bonne part, et s'enorgueillissent de succès matériels qu'ils s'attribuent. Si leur bonne fortune persiste, la providence et la modération des gouvernants ménageront des transitions propres à leur faire atteindre sans trop de dommages pour eux et pour autrui l'âge adulte d'une nation.-

L'AMBASSADEUR DE SUISSE :

